**L’inutilité est la pire forme d’inégalité**

Pierre Noël Giraud [[1]](#footnote-1)

19/12/2015

Article pour le blog du Magazine « Sciences Humaines »

**Consensus sur la « croissance inclusive »**

De Xi Jinping à Barack Obama, les gouvernements, relayés par le FMI et l’OCDE, s’alarment désormais des inégalités et prônent des croissances plus « inclusives». La théorie du « ruissellement » a vécu, tout comme, avant elle, celle de l’équilibre naturellement stable des marchés financiers. On redécouvre l’ampleur des imperfections de marchés. L’enrichissement des plus riches ne suffit pas à sortir les plus pauvres de leurs trappes de pauvreté, tandis que les inégalités de revenus, qui se creusent partout, nuisent à la sacro-sainte « croissance » (par sous–consommation), mettent en danger la stabilité financière (par endettement excessif) et même entravent la mobilité sociale, l’innovation et la sauvegarde de la planète ! Réduire les inégalités devient ainsi la priorité officielle des gouvernements. Reste à la mettre en œuvre.

**« L’inutilité », la plus injuste des inégalités**

On pourrait commencer par s’interroger, puisque les formes des inégalités sont en réalité très diverses, sur celles qu’il conviendrait de réduire en priorité, celles qui sont les plus « injustes ». Ceci engage nécessairement la définition de ce que serait une société « minimalement juste » au plan économique, une réflexion dans laquelle se sont illustrés John Rawls et Amartya Sen, parmi bien d’autres. A mes yeux, la forme d’inégalité la plus injuste est « l’inutilité ». C’est l’existence d’hommes et de femmes, de plus en plus nombreux, qui sont nés ou sont devenus inutiles aux autres et à eux-mêmes. Or, nous a dit Descartes : « C’est proprement ne valoir rien que de n’être utile à personne » (Discours de la méthode). Ils ne sont même pas surexploités, ils sont superflus, inexploitables, surnuméraires, ignorés, rejetés, exclus et souvent haïs. Aujourd’hui, les damnés de la terre ne sont plus les colonisés et les surexploités, ce sont les hommes et les femmes inutiles. Contrairement aux colonisés et aux prolétaires dont on avait fort besoin, les autres peuvent très bien s’en passer. De là à songer aux moyens de s’en débarrasser, il n’y a qu’un petit pas.

**Les hommes inutiles**

Qui sont-ils ? Dans les pays riches, les chômeurs de longue durée et toutes celles et ceux qui ne se présentent même pas sur le marché du travail ou en ont été expulsés trop tôt. Ils survivent d’assistance publique ou familiale. Mais aussi tous ceux, qu’on appelle aux Etats Unis des « working poors », qui enchaînent de « petits boulots » intermittents ne leur permettant en aucune façon de progresser. Ils parviennent difficilement à survivre par eux-mêmes et ne demandent ainsi rien aux autres, mais sont enfermés dans des trappes sans espoir d’en sortir. Ils sont des dizaines de millions dans l’OCDE. Dans les pays émergeants et pauvres, ce sont les paysans qui n’ont pas assez de terre et qui survivent misérablement en quasi autarcie. Ce sont les habitants des bidonvilles qui ne parviennent pas à survivre de petits boulots dans le secteur informel et dont un capital naturel très dégradé (eau insalubre, fumées des foyers confinés) détruit la santé. Eux aussi dépendent de formes d’assistance familiale. Ils sont des centaines de millions. Dans les pays riches comme dans les plus pauvres, ce qu’ils ont en commun, ce qui les caractérise, c’est qu’ils sont enfermés dans des trappes, pris dans des nasses dont ils ne peuvent sortir malgré tous leurs efforts. Quand on est tombé dans l’inutilité, on n’a en effet généralement accès à rien de ce qui vous permettrait d’en sortir : un peu de crédit, de formation, une bonne santé, un minimum de relations.

**Une priorité, selon le critère de justice d’Amartya Sen**

Adoptons le critère de justice économique d’Amartya Sen, qui en substance pose que chacun doit avoir, tout au long de sa vie, un minimum de « capacités », qui sont des « libertés substantielles». Ce minimum inclut : 1) la capacité d’accès à une nourriture et aux soins qui procurent au moins l’espérance de vie moyenne du pays où l’on vit et : 2) la capacité, si on le souhaite, de progresser pour obtenir la vie « qu’on a raison, dit Sen, de vouloir avoir », ce qui suppose: la liberté politique, une formation initiale suffisante et la capacité de l’améliorer sans cesse, et de manière plus générale des capacités « d’accès » : au capital naturel et aux autres. Selon ce critère, il est clair que l’ouverture des trappes d’inutilité, où précisément les gens restent enfermés parce qu’ils n’ont pas le minimum de « capacités » qui leur permettraient d’en sortir par eux-mêmes, doit devenir la priorité première de toute politique économique. Et tout programme d’éradication de l’inutilité, étant minimal en ce qu’il s’attaque uniquement à l’inégalité la plus grave, devrait recueillir un très large consensus.

**Causes de l’inutilité croissante**

Dessiner les grandes lignes de politiques d’éradication de l’inutilité passe par l’analyse de ses causes. Les tensions locales avec le capital naturel, que le changement climatique va aggraver, sont une des causes importantes d’inutilité dans les pays pauvres et émergents. La globalisation des firmes, qui met en concurrence implacable les territoires du monde entier pour la localisation des emplois que j’appelle « nomades », en est une autre cause. Les fluctuations économiques engendrées par des krachs de la finance de marché augmentent encore le nombre d’hommes tombant dans l’inutilité.

**La globalisation des firmes et les hommes inutiles**

Tenons-nous en ici à la cause d’inutilité qu’est la globalisation des firmes. Grace à internet et au container, la globalisation des firmes a fait éclater les chaines de valeur des biens et services. Les firmes globales en localisent les chainons où bon leur semble. Au sein de chaque territoire, on trouve donc des emplois nomades, en compétition avec d’autres emplois nomades dans le monde entier, et des emplois sédentaires. Ces derniers ne sont en compétition que localement et fournissent des biens et services sédentaires à eux-mêmes et aux nomades, qui soit les utilisent comme moyens de production locaux de biens nomades, soit les consomment. Quant aux hommes inutiles, ils apparaissent « dans les soutes » des secteurs sédentaires. Ils résultent de ce que les secteurs sédentaires ne parviennent pas à les employer. Dans chaque territoire, plus les nomades sont nombreux et riches, plus la demande qu’ils adressent à « leurs » sédentaires est élevée, puis les revenus de ces derniers sont élevés et tout le monde est employé. Mais plus les sédentaires sont pauvres, plus les biens et services sédentaires sont bon marché et plus les nomades du territoire sont compétitifs dans l’économie globale et donc s’enrichissent ! On mesure ainsi la rupture des solidarités économiques internes aux territoires européens, au Japon, et même aux Etats Unis durant Trente Glorieuses. On pressent bien, aujourd’hui, la diversité de dynamiques possibles des rapports entre nomades et sédentaires d’un territoire et de l’inégalité entre eux. On devine comment la politique économique, loin d’être impuissante, pourrait reconstruire les solidarités économiques internes aux territoires.

Car la réalité est que, sous l’effet de la globalisation des firmes telle qu’elle c’est déployée jusqu’ici, aussi bien dans les pays rattrapés qu’émergents et pauvres, les inégalités de revenu ont augmenté depuis 30 ans et le nombre d’hommes et de femmes inutiles s’est accru. A cela, deux types de causes: 1) les nomades du territoire ne sont ni assez nombreux ni assez riches et par conséquent, la demande qu’ils adressent aux sédentaires est trop faible, 2) les biens et services sédentaires proposés sont si peu attrayants que les détenteurs d’emplois nomades se tournent vers des biens nomades substituts. Pour passer une bonne soirée on peut en effet acheter une pizza surgelée et regarder en VOD un film d’Hollywood sur un ordinateur Lenovo, ou aller diner au bar à vin d’à coté, puis au théâtre avec des amis. Quand au nouveau riche chinois, il dépensera ses revenus croissants en biens nomades et non en biens sédentaires du fond des campagnes encore misérables.

Jusqu’à présent, la globalisation des firmes a engendré une très inégale répartition dans le monde des emplois nomades sous l’effet de puissantes imperfections de marché. Il y a en a trop en Chine, dont la croissance est excessivement tirée par les exportations et pas assez par son marché intérieur : les nomades chinois, quoique de plus en plus nombreux et riches, n’achètent pas assez à leur sédentaires. Il n’y en a dramatiquement pas assez en Afrique, où le nombre d’hommes inutiles, déjà très élevé, risque de croître dramatiquement. Les Etats Unis et l’Europe, bien que concentrant toujours, avec le Japon, les emplois nomades les plus riches, en ont cependant trop perdu pour éviter une augmentation des inégalités de revenus entre emplois nomades et sédentaires, ainsi que du nombre d’hommes inutiles. Il apparaît donc que pour corriger ces excès et extraire les hommes inutiles de leur trappes, il faut partout :1) augmenter le nombre d’emplois nomades sur le territoire, ou/et : 2) rendre plus innovants, attractifs et moins chers les biens et services sédentaires.

**Eradiquer l’inutilité : un programme minimal**

Une politique économique d’éradication doit se mener à deux niveaux, international et national. Au niveau international, il faut commencer par reconnaître que toutes les grandes puissances économiques, en premier lieu les Etats-Unis et la Chine, pratiquent des politiques mercantilistes et que l’État agit directement pour attirer sur le territoire « l’or moderne » que sont les emplois nomades. L’Europe est désarmée. Ce n’est pas une fatalité. A titre de simple exemple, puisque le gouvernement chinois exige que les Airbus vendus en Chine soient en partie construit en Chine, (ou le Rafale en Inde, ou encore les Airbus aux Etats Unis), l’Europe devrait faire de même avec le C 919 de la Comac, le constructeur public chinois, un avion récemment certifié et concurrent direct de l’A320 et du Boeing 737. Elle pourrait décider, en laissant le temps au constructeur chinois de se préparer, que le C919 ne sera autorisé à atterrir en Europe que s’il a été en partie produit en Europe.

Plus généralement l’Europe devrait se doter d’une politique industrielle stratégique, au lieu de la simple politique de concurrence qui en tient lieu aujourd’hui. La répartition des emplois nomades pose problème, non seulement entre l’Europe et le reste du monde, mais au sein même de l’Europe. Elle est trop inégale entre Nord et Sud et là est la racine de la crise des dettes publiques et privées en Europe du Sud.Au plan national, il faut que la France se réindustrialise et se renforce comme paradis des start-up numériques et de l’industrie du luxe pour pouvoir parler sur un pied d’égalité avec l’Allemagne et reconstruire avec elle une Europe resserrée, avec une monnaie unique, en processus politique d’intégration rapide, dotée d’une stratégie industrielle, et reliée plus souplement par un SME à un second cercle européen, enfin associée à un troisième cercle incluant la Turquie et le Maghreb.Toujours au plan national il convient de réformer beaucoup plus et vigoureusement qu’on ne le fait le vaste secteur sédentaire (85 % des emplois) en y insufflant plus de concurrence, de mobilité, l’innovation. Enfin il convient de réformer simultanément le contrat de travail et le système d’assurance sociale de manière à assurer plus de flexibilité du coté du contrat de travail, mais uniquement à condition d’un système d’assurances sociales tel qu’on accumule des points à la formation continue et à la retraite dès son premier stage en entreprise et ensuite quelque soit son statut et l’intermittence des ses emplois. De cette façon, la perte d’un emploi, le changement de statut, l’intermittence deviendront une opportunité, qui permettra de mieux jouir de la vie et de se former, au lieu de n’être aujourd’hui qu’une calamité. Ainsi chacun pourra parvenir ainsi à la vie « qu’il a raison de vouloir » et inutile à lui même, il le serait aux autres.

**Entraver certaines mobilités**

De manière plus générale, car c’est vrai aussi de la question climatique et de la stabilisation de la finance que nous n’avons pas traiter ici mais qui contribuent à la croissance de l’inutilité, il est clair que l’objectif d’éradiquer partout inutilité, s’il requiert certaines formes de libéralisation, en particulier dans les secteurs sédentaires, exige aussi la reprise en main par les gouvernements d’instruments de politique économique étatique. Le principe général est qu’on ne devrait plus jamais entendre de la part d’un gouvernement des arguments de ce type : « Nous savons ce que nous devrions faire pour traiter ce problème prioritaire, mais nous ne pouvons pas le faire si les Américains et les Chinois ne le font pas ». Face à l’inutilité et aux inégalités croissantes, cet argument est inadmissible. Tout au contraire, les grands blocs doivent absolument retrouver les moyens de conduire des politiques économiques autonomes. Ils n’ont en effet aucune raison de se fixer les mêmes priorités et leurs sociétés de converger vers le même modèle.

On sait que pour que les gouvernements retrouvent des leviers d’action, il faut entraver certaines mobilités aujourd’hui totales. On sait, depuis Mundell et son fameux « triangle d’incompatibilité », que pour mener des politiques monétaires autonomes, sans que les changes fluctuent excessivement, il faut entraver certains mouvements de capitaux. On sait depuis le plus discret triangle d’incompatibilité de Schoenmaker de 2003, que pour pratiquer une politique de stabilité financière autonome, il faut limiter la contagion du risque systémique entre grandes blanques globales, et donc la liberté totale d’action internationale dont, pourvu qu’elles satisfassent les rations prudentiels, elles jouissent aujourd’hui. On sait que pour aller plus avant que d’autres blocs dans une politique climatique ambitieuse, il faut pouvoir se protéger aux frontières du dumping environnemental. Enfin, je prétends que pour obtenir une meilleure répartition des emplois nomades dans le monde et ainsi dans chaque pays un meilleur équilibre entre les nomades et leurs sédentaires, il faut des politiques industrielles stratégiques. Osons le dire, elles doivent être en partie mercantilistes et affirmer simplement : « nous sommes l’un des plus grands marchés du monde, une bonne partie de ce que nous consommons et en particulier les biens cruciaux pour notre avenir, doivent être produits dans notre territoire., comme vous l’exiger pour le votre. Si le mercantilisme des autres blocs désarme, nous en feront autant et entrerons dans une négociation visant à mieux répartir les emplois nomades dans le monde, à corriger les évidentes « imperfections de marché » qu’engendre et dont se nourrissent les globalisations actuelles, comme disent les économistes ».

1. Professeur d’Economie à Mines ParisTech et Dauphine PSL Research University. Auteur de : « L’Homme inutile ». Odile Jacob. Novembre 2015 [↑](#footnote-ref-1)